

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50775

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Einigungen mit dem Ausland waren für die Regierung Adenauer wichtig, weil so die Bonner Republik außenpolitischen Bewegungsraum erhielt. In diesem Zusammenhang fällt auch das Luxemburger Abkommen von 1952 mit Israel, in dem sich Westdeutschland zu umfangreichen Entschädigungszahlungen an den jungen jüdischen Staat verpflichtete.

In Westdeutschland wurde, wie Goschler es nennt, ein bürgerlicher Weg der Wiedergutmachung beschritten, bei dem vor allem eigentumsrechtliche Fragen im Vordergrund standen. In Ostdeutschland sah es dagegen ganz anders aus. Hier gab es vorrangig eine politische Rehabilitierung der Opfer des Nationalsozialismus. Rückerstattungsfragen wurden weitgehend ausgeklammert. Dafür dienten die Opfer des Systems dazu, die bestehende Ordnung im Osten zu legitimieren. Die Aufarbeitung der nationalsozialistischen Vergangenheit nahm im Westen kontinuierlich zu, schuf aber zugleich den Wunsch nach einem endgültigen Ende. Die Debatte um den sogenannten »Schlußstrich« kam auf. So begann sich nach 1965 in der Bundesrepublik die Ansicht durchzusetzen, daß die Wiedergutmachung beendet wäre. Die Diskussion um die Entschädigung der Zwangsarbeiter traf daher in den 1990er Jahren die deutsche Öffentlichkeit vollkommen unvorbereitet. Insgesamt zahlte die Bundesrepublik von 1949 bis 1998 gemäß Forschungen von Goschler rund 105 Milliarden Mark an Wiedergutmachung.

Das Buch berührt jenseits der Aufarbeitung eines Teils der Geschichte der Bundesrepublik ein brisantes Thema. Wiedergutmachung ist, so Goschler im Schlußkapitel mit Verweis auf andere Länder, ein wichtiger Bestandteil um historisch verankerte Konflikte zu bewältigen. Dieses zeigt sich heute beispielsweise in den USA, wo eine Diskussion um die Entschädigung der indianischen Ureinwohner noch nicht abgeschlossen ist. Die Darstellung dieses wichtigen Themas gerät in den Händen von Goschler jedoch mitunter zu einer trockenen Auflistung von Gesetzgebungsverfahren. Zudem sind viele seiner Thesen und Beschreibungen nicht neu, wie er im Vorwort selbst einräumt. Teilergebnisse veröffentlichte er bereits zuvor in Aufsätzen. Die ausführlichen Darlegungen des Buches geben nun jedoch einen guten Überblick über die einzelnen Phasen der deutschen Vergangenheitsbewältigung.

Hanns C. LÖHR, Berlin

Lothar GALL, *Der Bankier Hermann Josef Abs. Eine Biographie*, Munich (C. H. Beck) 2004, 526 p., ISBN 3-406-52195-9, EUR 29,90.

Cette biographie est un modèle, tant par la précision des faits relatés que par l'équilibre des jugements, en particulier sur des points controversés comme le rôle joué par Abs sous le Troisième Reich. L'ouvrage possède une grande puissance évocatrice. Il est agrémenté de nombreuses photos, en particulier un portrait figurant en couverture qui exprime à merveille les capacités d'analyse et d'abstraction du personnage, mais aussi sa réserve, voire sa dissimulation, à l'abri des lunettes derrière lesquelles brille le regard.

Par bien des aspects, Abs se rattache à la bourgeoisie rhénane traditionnelle, de confession catholique, pétrie d'humanisme et de culture, nostalgique de l'économie de libre concurrence, de stabilité monétaire et d'ouverture internationale telle qu'elle existait avant la Première Guerre mondiale. Gall y voit l'un des fils conducteurs de sa carrière. Né en 1901 à Bonn, Abs appartient à une famille de juristes matériellement aisée, possédant des participations dans l'industrie, notamment dans un gisement de lignite qui restera sa propriété jusqu'en 1943. Dans ce milieu, la foi religieuse est vive, l'adhésion au *Zentrum* naturelle. Même si, politiquement, Abs se sent plus proche de Stresemann, il affiche publiquement ses convictions religieuses, jusqu'en plein Troisième Reich où il participe aux processions de la Fête-Dieu, appartient à l'ordre du Saint-Sépulcre et se dit »chrétien avant d'être allemand«. Son attachement à la culture classique est vif, même s'il n'y donnera libre cours qu'une fois venu l'âge de la retraite, collectionnant des objets d'art, soutenant des manifestations cultu-

relles, notamment le festival annuel de musique baroque d'Ansbach, voué aux œuvres de son compositeur préféré, J.-S. Bach.

Les débuts de sa carrière, durant les années 1920, correspondent aux derniers feux de l'économie libérale extravertie du XIX^e s. Abs y participe pleinement. Après un apprentissage dans une Privatbank de Cologne, il travaille dans le grand commerce international, à Amsterdam, puis à Londres, enfin à New York, la Nouvelle-Orléans et en Amérique du Sud pour un courtier belge en coton. Lors de son voyage de noces à Paris, il se rend à la banque de Neuflyze, elle-même fortement insérée dans le négoce international. Devenu fondé de pouvoirs de la banque Delbrück Schickler & Co, il s'installe à Berlin en 1928, puis est appelé au directoire de la Deutsche Bank en 1937, pour ses compétences de spécialiste en affaires internationales.

C'est dans ce domaine que, sous le Troisième Reich, se valorisent ses talents. Non sans fréquentes et lourdes ambiguïtés: Gall avoue à plusieurs reprises sa perplexité face à un personnage dont il est difficile de dire s'il s'est borné à suivre et à faire profiter sa banque des occasions procurées par la politique étrangère du régime, s'il a agi pour influencer les dirigeants dans tel ou tel sens ou s'il mérite au contraire de figurer parmi les opposants potentiels. Tantôt Abs se borne à faire profiter la Deutsche Bank des occasions offertes. Cinq jours après l'Anschluß, il part à Vienne négocier pour elle une place de partenaire privilégié de la Credit Anstalt, sans succès d'ailleurs, car elle échoit à la VIAG, proche du pouvoir nazi, qui ne cède sa place à la Deutsche Bank qu'en 1942. L'importance attachée par Abs à cette place semble grande: malgré la confiscation des parts de la Deutsche Bank dans la Credit Anstalt en 1945, il parvient néanmoins à conserver une coopération étroite avec elle. De même, sous son impulsion, des accords sont signés et des participations acquises dans plusieurs pays d'Europe balkanique: la Yougoslavie pour la Compagnie des mines de Bor, la Roumaine pour la Banque commerciale roumaine et, à travers elle, les gisements pétroliers. Là aussi, après la guerre, Abs marquera sa volonté d'obtenir un dédommagement pour les pertes encourues du fait de la défaite et de la socialisation des économies.

Dans d'autres occasions, s'agit-il encore de »suivisme«? Abs est aussi un acteur, capable d'une habileté manœuvrière qui ne cède en rien aux autres dirigeants nazis. À l'automne 1940, il fait pression sur Alexandre Galopin, le gouverneur de la Société générale de Belgique, et mobilise toutes ses relations, y compris Hjalmar Schacht et Guido Schmidt, le directeur général des Reichswerke Hermann Göring, pour obtenir pour la Deutsche Bank le contrôle du groupe sidérurgique luxembourgeois ARBED. Certes, là aussi, le projet avorte, les actions d'ARBED possédées par des intérêts belges étant mises sous séquestre par les autorités allemandes d'occupation. D'autres affaires ont même un aspect ambigu, comme la reprise par la Deutsche Bank de la maison berlinoise Mendelssohn: les spécialistes, aujourd'hui encore, se partagent entre ceux qui estiment qu'Abs a voulu profiter de l'aryanisation pour éliminer les dirigeants de la banque et ceux qui décrivent son rôle comme celui d'un prête-nom leur permettant de retrouver ultérieurement le contrôle de l'affaire.

Enfin, par certains aspects, Abs fait figure d'opposant. Il entretient des relations suivies avec plusieurs membres de l'aristocratie conservatrice comme le comte Peter Yorck von Wartenburg ou le comte Helmut James von Moltke, les futurs conjurés du 20 juillet 1944 et victimes de la répression qui s'ensuit, de même qu'avec des hommes d'affaires émigrés comme Richard Merton, le président de la Metallgesellschaft. Son catholicisme affiché le fait mal voir du pouvoir. Lors d'un déplacement en Suisse en 1942, il se serait répandu en propos défaitistes sur l'issue de la guerre, ce qui lui vaut d'être dénoncé comme traître par un placard apposé au siège de la Deutsche Bank à Berlin, vraisemblablement rédigé par le secrétaire de la cellule d'entreprise du NSDAP. Toutefois, suivant ici les appréciations de Hans Mommsen, Gall préfère le placer à la périphérie plutôt qu'au cœur de l'opposition au nazisme.

Certes il ne saurait être question de faire endosser à Abs la responsabilité de décisions dont il n'était sans doute pas tenu informé, malgré les postes qu'il occupait, en tant que représentant de la Deutsche Bank, dans de nombreux conseils de surveillance. Ainsi, il est présent à la séance du conseil d'IG Farben, qui, en 1941, se tient le lendemain du jour où est prise la décision d'installer à Monowitz, près d'Auschwitz, un grand complexe chimique recourant à la main-d'œuvre concentrationnaire. Il est infiniment probable, selon Gall, que la question n'a pas été évoquée, malgré l'énormité des investissements nécessaires. Mais, plus fondamentalement, une part d'ombre persiste dans la nature même de son rôle sous le nazisme, même s'il s'en expliquera fréquemment par la suite et s'impliquera personnellement fortement en 1953 dans les négociations entre le gouvernement fédéral allemand, l'État d'Israël et la Jewish Claims Conference sur l'indemnisation des victimes du nazisme.

Emprisonné durant trois mois en 1945, jugé, puis disculpé par les tribunaux américains, Abs rentre dans une semi-retraite. Il en est tiré en 1948 par sa nomination à la tête du Kreditanstalt für Wiederaufbau. Quatre ans plus tard, il retrouve son mandat au directoire de la Süddeutsche Bank, l'un des trois établissements héritiers de la Deutsche Bank. Dans celle-ci, reconstituée en 1957, Abs conserve les mêmes responsabilités qu'avant guerre. Puis il accède à la présidence du directoire, enfin, en 1967, à celle du conseil de surveillance qu'il conserve jusqu'à son départ en retraite en 1976. Son importance grandit dans toutes les questions de politique économique. À plusieurs reprises, Adenauer songe à en faire son ministre des Affaires étrangères. C'est qu'il prend publiquement position sur de multiples problèmes et cumule les responsabilités, tout en restant fidèle à l'héritage légué par son milieu d'origine et par ses années de formation. Son ralliement à l'économie sociale de marché est essentiellement pragmatique, car il n'hésite pas à réclamer en cas de besoin l'intervention gouvernementale, en 1951, par exemple, où il parvient à convaincre Adenauer de mettre en place un système d'aide à l'investissement dans les secteurs de base, malgré les fortes réticences d'Erhard. Il en est de même dans les relations monétaires et financières avec l'étranger. Ainsi, s'il prend la tête de la délégation allemande dans les négociations qui conduisent en 1953 aux accords de Londres consolidant la dette extérieure allemande, c'est parce qu'il y voit une étape essentielle à la réinsertion de l'Allemagne dans le marché mondial des capitaux et à son retour au rôle de grand prêteur international exercé avant la Première Guerre mondiale. De même, s'il est hostile aux réévaluations successives du Deutsche Mark à partir de 1961, c'est parce qu'il y voit un soutien artificiel au système de Bretton Woods, fondé sur un dollar dépourvu de couverture en or suffisante. Finalement, comme il l'a dit un jour avec une fausse simplicité, toute sa carrière a consisté à agir pour «remettre les choses en ordre», de façon à ce que la libre concurrence puisse agir en toute efficacité.

Les mêmes orientations s'expriment dans son action à la Deutsche Bank. Il ranime les anciennes filiales, comme la Deutsche Überseeische Bank, spécialisée dans les liens avec l'Amérique latine, ou comme la banque de Bary à Amsterdam, parvenant à obtenir du gouvernement néerlandais la rétrocession de la part possédée par la Deutsche Bank avant guerre à un consortium international. Il développe les activités en matière d'emprunts internationaux, émis pour le compte de grandes sociétés ou de collectivités publiques, libellés d'abord en dollars, puis en Deutsche Mark à partir de 1959, date du retour à la convertibilité monétaire externe. Il favorise la conclusion de pools bancaires internationaux avec d'autres partenaires, comme Euralliance avec la Société générale de Belgique et l'Amsterdamsche Bank. Dès 1963, la Deutsche Bank entretient des relations avec 2223 banques établies dans 138 pays.

Quant au pouvoir que confèrent à Abs ses multiples mandats dans des conseils de surveillance de grandes sociétés, où il siège, soit à titre personnel, soit pour le compte de la Deutsche Bank, et dont il est souvent président, il impressionne par son étendue, même si Gall, sans doute du fait des sources utilisées, essentiellement les fonds déposés par Abs lui-même dans les archives de la Deutsche Bank, et non ceux des sociétés représentées, ne

montre guère l'usage qu'en a fait leur détenteur. À la fin de la guerre, Abs disposait de 50 mandats. Réduits à 13 en 1947, ils redeviennent 34 dès 1965, dont 21 présidences. Une loi fédérale, à l'élaboration de laquelle Abs prend une part active, limitant alors la détention de mandats par un seul individu, ce nombre diminue par la suite, d'autant plus qu'Abs doit renoncer à certains pour accéder à d'autres où sa participation est requise, comme par exemple chez Krupp en 1967 lors de la mise en place du plan de sauvetage du groupe. Ayant pris sa retraite à la Deutsche Bank, Abs conserve encore certains mandats: il reste ainsi membre du conseil de la Metallgesellschaft jusqu'en 1978 et de celui des charbonnages Dahlbusch jusqu'en 1988, deux postes où il a exercé ses fonctions de manière ininterrompue durant un demi-siècle.

Abs incarne ainsi la continuité qui marque les élites dirigeantes de l'économie allemande, par-delà les changements de régime, des années 1930 aux années 1970. Plus que quiconque, il en assure le rayonnement à l'extérieur. Durant les années 1970, son intervention est sollicitée pour le règlement de toutes sortes de questions financières internationales, depuis le rééchelonnement de la dette extérieure de certains pays en développement comme l'Indonésie ou l'Argentine jusqu'à la remise en ordre des finances pontificales, après le scandale du Banco Ambrosiano. Sur le plan intérieur cependant, l'influence d'Abs rencontre progressivement des limites. Son avis n'est pas toujours suivi. Gall remarque par exemple que, dans le débat sur l'extension de la cogestion paritaire réclamée par les syndicats, il doit se rallier à la ligne dure préconisée par le patronat, malgré des options personnelles plus nuancées. À vrai dire, depuis la fin des années 1960, son audience s'estompe. C'est surtout le cas dans les cercles gouvernementaux, par suite notamment de l'arrivée aux leviers de commande des sociaux-démocrates, notamment de Karl Schiller au ministère de l'Économie qui ne le consulte guère. Le renouvellement des générations en fait peu à peu un symbole, encensé par certains, contesté par d'autres. En 1969, une caricature du »Spiegel« le représente sous les traits d'un monarque louis-quatorzien, se livrant à un jeu de mots facile sur l'»Abs-solutismus«. L'historien est-allemand Eberhard Czichon l'attaque violemment pour son rôle sous le Troisième Reich, s'attirant en réplique de la part d'Abs un procès en diffamation. Même si, un an avant sa mort, survenue en 1994, le magazine américain »Forbes« le qualifie encore d'»homme le plus puissant d'Allemagne«, il n'est plus guère que le témoin d'une époque révolue. Le grand mérite de l'ouvrage de Gall est d'en faire découvrir à son lecteur toute la richesse et les multiples dimensions.

Jean-François Eck, Lille

Lothar GALL (Hg.), Krupp im 20. Jahrhundert. Die Geschichte des Unternehmens vom Ersten Weltkrieg bis zur Gründung der Stiftung, Berlin (Siedler) 2002, 719 p., ISBN 3-88680-742-8, EUR 34,90.

Après avoir dirigé le volume consacré à l'histoire de Krupp au XIX^e s., paru en 2000, il revenait à Gall d'animer l'équipe qui a poursuivi cette histoire jusqu'en 1968, date à laquelle la propriété du groupe, selon la volonté de son dernier actionnaire unique, décédé l'année précédente, est transférée à une fondation à but non lucratif, échappant ainsi, à la cinquième génération, à la famille qui le possédait depuis sa fondation en 1811. Disons-le tout de suite: il s'agit d'une synthèse majeure, appelée à faire date. Réalisée à partir des archives du groupe, riche en tableaux statistiques, plans, illustrations, l'ouvrage remplace avantageusement – et souvent rectifie – celui de William Manchester, »Les armes des Krupp«, le seul dont dispose à ce jour le public francophone, dans une traduction parue en 1970.

Quatre auteurs se partagent le volume. Les »années mouvementées« qui s'écoulent de 1914 à 1925 sont étudiées par Klaus TENFELDE qui insiste sur le poids qu'y revêtent les